

L'Œil de l'économiste



Benjamin Bürbaumer,

Maître de conférences en économie à Sciences Po Bordeaux.

Auteur de « Chine/États-Unis : le capitalisme contre la mondialisation » (La Découverte, 2024).

Prix lycéen « Lire l'économie » 2024

Prix Turgot « Jeune Auteur » 2025

Droits de douane américains – un moment de vérité pour les entreprises en Europe ?

Le retentissement de la politique commerciale du président américain Donald Trump est mondial. Ses hausses des droits de douane ont déclenché une réaction en chaîne ne laissant aucun pays indemne, mais les effets sont inégalement répartis. Plutôt que de provoquer un effondrement commercial généralisé, elles ont entraîné une réorganisation à grande échelle des flux de biens, qui est simultanément porteuse d'opportunités et de menaces. Afin de les identifier, il convient de retracer les ramifications globales de la mécanique en cours.

Agressivité américaine, agilité chinoise

Cible prioritaire du président américain, la Chine subit actuellement une chute de ses exportations vers la première économie mondiale. Les dernières données portant sur la période de prise d'effet de la hausse des droits douane l'illustrent de façon édifiante. En comparant les statistiques du commerce extérieur américain de mai à juillet 2025 à la même période en 2024, il s'avère que les importations en provenance de Chine

marquent une baisse de plus de 44 milliards de dollars, soit une réduction supérieure à 40 % ! Au vu de la forte orientation exportatrice de l'Empire du Milieu, cette évolution semble représenter une source d'inquiétude majeure pour les autorités à Pékin, dont la légitimité repose sur la capacité à assurer une augmentation continue du niveau de vie de la population –

d'autant que la croissance chinoise affiche un ralentissement ces dernières années.

Pourtant, l'ambiance y est loin d'être apocalyptique. **Car, involontairement, Donald Trump vient de prouver l'efficacité d'un projet quelque peu tombé dans l'oubli : les Nouvelles routes de la soie.** A travers ce gigantesque projet de financement d'infrastructures dans les pays en développement, la Chine s'est placée au centre d'un dense réseau d'infrastructures. Ce dernier ne facilite pas seulement l'acheminement de marchandises mais également, et surtout, la mise en place de chaînes de valeur sino-centrées. Jusqu'alors le projet était connu comme une source d'opportunités lucratives pour les entreprises chinoises et un levier de pouvoir politique extraterritorial pour Pékin. Il s'avère désormais que **les Nouvelles routes de la soie sont aussi un accélérateur d'agilité en période de restrictions d'accès au marché américain.**

Une mise en miroir des données du commerce bilatéral permet de l'illustrer. En comparant l'écart des exportations chinoises entre mai-juin-juillet 2024 et mai-juin-juillet 2025 envers les principales économies de l'Asie du Sud et du Sud-Est – Taiwan, Vietnam, Inde, Thaïlande, Malaisie et Indonésie – à l'écart des importations américaines sur la même période et depuis des mêmes économies, l'ampleur du contournement des droits de douane de Trump peut être mesurée (figure 1). D'une part, et en dépit des droits de douane supérieurs, il apparaît que la valeur des exportations de ces économies vers les Etats-Unis a fortement augmenté, à hauteur de plus de 55 milliards de dollars. **En parallèle, la Chine a redirigé une partie conséquente de la chute des débouchés américains vers ces pays. Ainsi, sur les 44 milliards de pertes d'exportations américaines, 24 milliards ont pu rencontrer une nouvelle demande dans les six pays affichés dans le graphique** – qui en ont très certainement redirigé une partie substantielle vers les Etats-Unis.

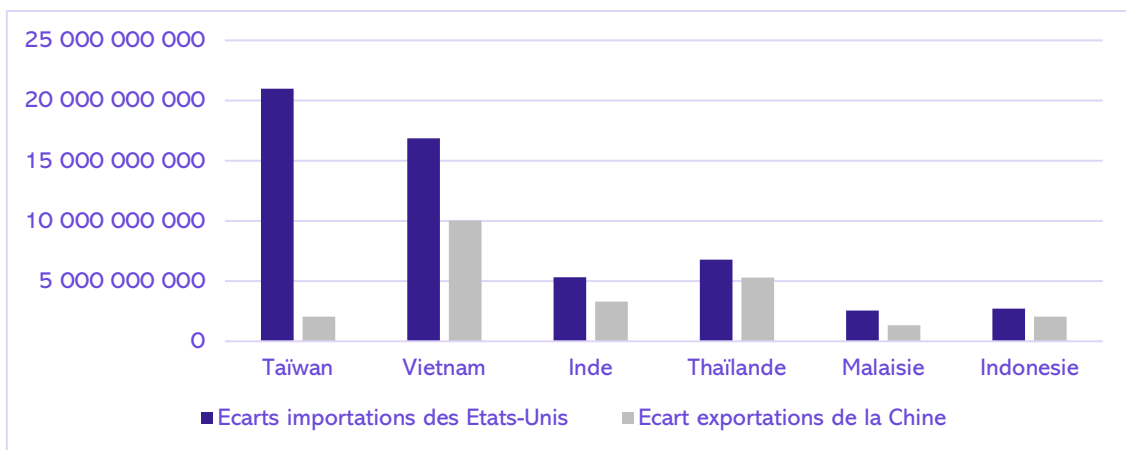


Figure 1. Différence mai-juillet 2025/mai-juillet 2024, US\$ (China Customs, US Census Bureau)

Inonder l'Europe (et le reste du monde)

Les principaux marchés de l'Asie du Sud et du Sud-Est ont donc permis à la Chine d'éponger plus de la moitié de l'effet des politiques protectionnistes de Trump. Il reste néanmoins un trou conséquent que Pékin refuse d'absorber par une réorientation de son économie vers le marché domestique. Au vu de la taille et du degré d'ouverture de son marché, l'Union européenne (UE) constitue une solution évidente. **A nouveau, à la suite de la hausse des droits de douane américains, les exportations chinoises réalisent un saut quantitatif. Alors que les exportations européennes vers la Chine sont en baisse (-0,5 %), les transactions en sens inverse augmentent de 13 milliards (+10 %).** Le commerce extérieur bilatéral entre la France et la Chine suit l'évolution générale des pays de l'UE – à ceci près que la dynamique est négativement amplifiée du point de vue français : les importations depuis la Chine augmentent plus fortement que la moyenne (+15 %), tandis que les exportations vers la Chine reculent plus fortement que la moyenne (-3%).

Il convient d'ajouter que la guerre commerciale déclenchée par Trump dépasse les relations bilatérales franco-chinoises ; elle a des ramifications mondiales qui affectent également les firmes exportatrices françaises. En effet, sur la période en question, les exportations totales de la Chine ont augmenté de 52 milliards. La baisse de la demande américaine est donc largement surcompensée. **Outre les marchés de l'EU et des pays asiatiques mentionnés, l'Afrique et l'Amérique latine ont connu un afflux massif de marchandises chinoises.** En même temps, les exportations françaises vers l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est enregistrent une baisse agrégée de 310 millions d'Euros. **Bien entendu, d'autres facteurs que la politique commerciale, doivent être pris en compte puisque la France et la Chine n'ont pas une composition identique des exportations.** Néanmoins, la coïncidence est frappante et mérite, à ce titre, une vigilance particulière des exportateurs français.

L'Europe pris en étau par l'Ouest...

A l'heure actuelle, la situation mondiale semble avoir retrouvé un apaisement relatif. Bien que la hausse des droits de douane américains soit élevée, des accords intergouvernementaux ont évité le pire. Or, ce calme relatif est trompeur pour plusieurs raisons.

Premièrement, la réindustrialisation – la promesse majeure de Trump à son électorat populaire – a peu de chances d'aboutir. Sur le plan agrégé, en 2025 les importations américaines n'ont pas baissé, mais augmenté, et la dépendance envers la production chinoise continue dans une large mesure. En substituer une partie par la production nationale est difficilement réalisable sans des politiques industrielles. Or, le levier majeur de la fiscalité trumpienne (« One Big Beautiful Bill Act ») implique le détricotage des dispositifs industriels et innovants existant, dont l'importance, notamment dans le

numérique, n'a cessé de grandir ces 20 dernières années¹. **Deuxièmement, le soutien populaire à Trump risque une fragilisation en raison de la hausse des prix résultant de sa politique commerciale.** Sachant que les budgets des ménages sont serrés, le président a d'ailleurs réprimandé Walmart, l'enjoignant d'« avaler les taxes douanières », plutôt que d'augmenter les prix². Manifestement, ils n'y croient pas et se préparent à un grignotage de leurs revenus par les prix. En forte hausse, leurs anticipations d'inflation se situent en août 2025 à 4,8 % (figure 2). Sur les 40 dernières années, ce taux avait seulement été atteint en pleine crise financière de 2008. Pour l'instant, le taux d'inflation résiste à l'effet des droits de douane, grâce à des stratégies de contournement de la grande distribution, mais des hausses de prix sectorielles sont désormais perceptibles³.

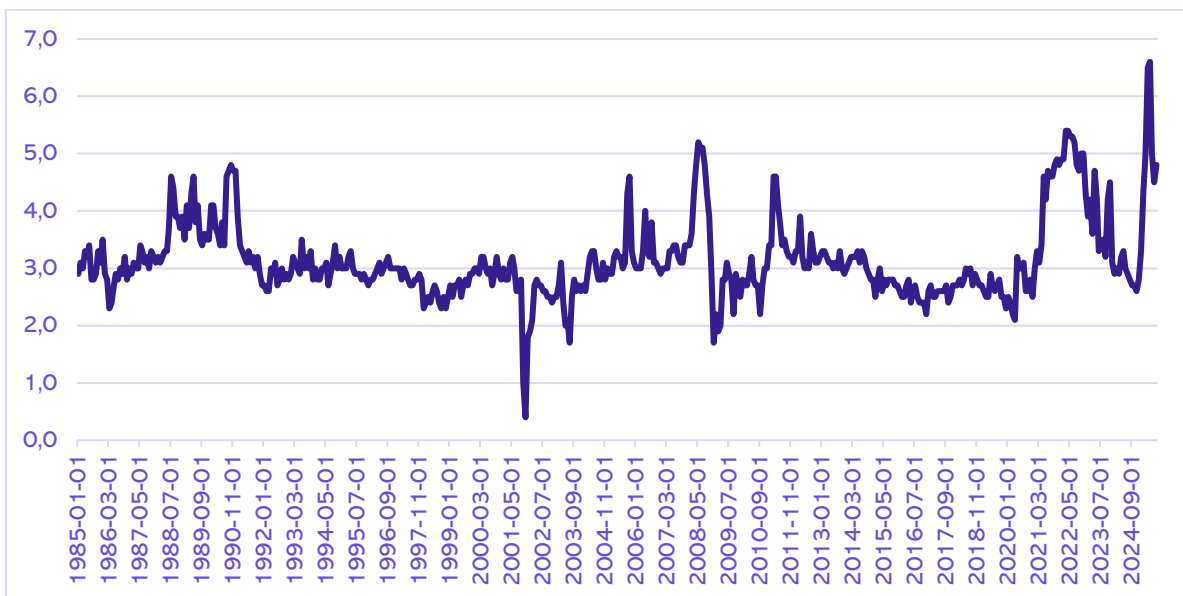


Figure 2. Anticipations d'inflation des ménages américains (University of Michigan)

Faute de retrouver les capacités industrielles domestiques, et les emplois et revenus associés, la balance commerciale américaine – un indicateur qui obsède Trump depuis 1987⁴ – restera dans le rouge et le président cherchera à blâmer le reste du monde. L'impératif prédateur du projet trumpien place l'UE dans une position délicate : en plus de l'accord très asymétrique signé en

juillet avec les Etats-Unis, il est probable que ces derniers exigent sans cesse de nouvelles concessions⁵. Les récentes demandes américaines, adressées à l'UE, de démanteler les réglementations environnementales⁶, de réviser l'encadrement du secteur numérique⁷, et d'augmenter à 100 % leurs droits de douane sur les biens d'origine indienne et chinoise⁸ l'illustrent.

¹ Fred Block, Matthew R. Keller et Marian Negoita, « Revisiting the Hidden Developmental State », *Politics & Society*, 52-2, 2024, p. 208-240.

² Auzinea BACON, « Trump tells Walmart to 'eat the tariffs' as retailer expects prices to increase », *CNN*, 17/05/2025.

³ Gregory MEYER, « Impact of Trump tariffs is beginning to show in US consumer prices », *Financial Times*, 05/10/2025.

⁴ THE NEW YORK TIMES ARCHIVES, « 1987: In full-page ad, Donald Trump decries lack of "backbone" in American foreign defense policy ».

⁵ Benjamin BÜRBAUMER, « Six mois de Trumonomics : organiser la prédation du monde », *Le Grand Continent*, 2025.

⁶ Henry FOY, Alice HANCOCK et Andy BOUNDS, « US demands EU dismantle green regulations in threat to trade deal », *Financial Times*, 08/10/2025.

⁷ Henry FOY et Barbara MOENS, « Brussels told to prove digital rules do not 'punish' US tech or fix them », *Financial Times*, 28/09/2025.

⁸ Henry FOY, Amy MACKINNON et James POLITI, « Donald Trump tells EU to hit China and India with 100% tariffs to pressure Vladimir Putin », *Financial Times*, 10/09/2025.

... et par l'Est

Si l'afflux de marchandises chinoises sur le marché européen (et ailleurs) est clairement alimenté par la politique commerciale de Trump, d'autres facteurs sont à prendre en considération. En effet, la réorientation des transactions commerciales observée ci-dessus traduit une évolution technologique plus profonde que les acteurs économiques européens peuvent difficilement

ignorer : le Vieux Continent ne recule pas seulement du point de vue de la production manufacturière⁹, mais aussi dans le domaine de l'innovation.

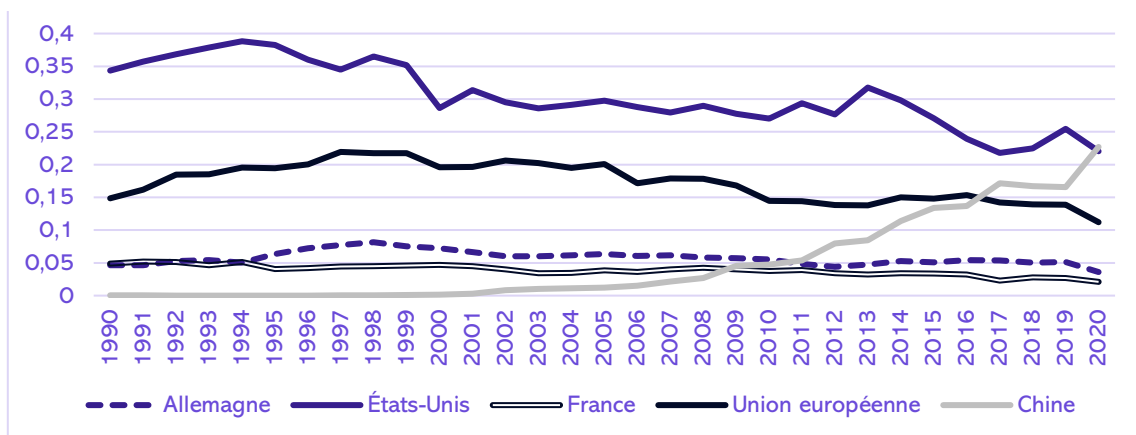


Figure 3. Part des familles de brevets triadiques, technologies de l'information et de la communication (OCDE)

Jusqu'alors, un certain nombre de grandes entreprises européennes pouvaient trouver dans la mondialisation un cadre propice à leur prospérité. Outre des baisses du coût de la main d'œuvre et des dépenses d'investissement, cette prospérité était notamment bâtie sur le contrôle des technologies clés. Ce dernier leur a permis de coordonner des chaînes globales de valeur toutes entières. La figure 3 indique que cette source de prospérité est aujourd'hui plus que jamais menacée. L'indicateur des familles de brevets triadiques désigne le dépôt simultané d'un brevet dans plusieurs pays (États-Unis, UE, Japon), la « triade ». Un tel dépôt révèle que le déposant estime détenir une véritable innovation. En mettant l'accent sur les technologies de l'information et de la communication, la figure cible par ailleurs la frontière technologique contemporaine.

La figure montre qu'entre 1985 et 2006, la Chine est quasiment inexistante. Ensuite, une ascension remarquable commence, avec un passage de 2 % à 23 % en 2020 – au détriment de l'UE et des États-Unis. Par contraste, les parts des pays de l'UE dans l'ensemble et de la France en particulier sont divisées par deux entre la fin des années 1990 et aujourd'hui. Sur la même période, la part des États-Unis chute de 40 %. En moins de 20 ans la Chine s'est donc transformée en superpuissance technologique capable de concurrencer, voire de sèchement dépasser, les firmes américaines et européens dans le précieux segment des biens à forte valeur ajoutée.

La situation internationale comme moment de vérité

Aujourd'hui, les pays de l'UE font face à une double menace. D'une part, l'administration Trump vise sciemment à miner la position concurrentielle des firmes européennes. Ce fait ne dégrade pas seulement leur position compétitive bilatérale, mais les expose aussi à un afflux de biens produits en Chine où les producteurs cherchent tout autant à échapper aux conséquences négatives de la hausse des droits de douane américains.

D'autre part, les économies européennes accusent un retard technologique croissant, qui affaiblit leur capacité à tirer bénéfice de la mondialisation. A l'heure actuelle, ces deux variables – qui sont, et c'est crucial pour comprendre les bouleversements économiques mondiaux actuels, reliées entre elles¹⁰ – se combinent pour exercer des pressions commerciales soutenues sur les entreprises du Vieux Continent. Face à la double menace, le sursaut ne pourra être que double.

⁹ Patrick ARTUS, Comment améliorer la compétitivité de la France, Institut de l'entreprise, 2024.

¹⁰ Benjamin Bürbaumer, Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation, Paris, La Découverte, 2024.